

A cette fausse interprétation s'est jointe une méfiance profonde de la seule méthode qui aurait peut-être pu, quand on y jette un coup d'œil rétrospectif, détourner les dictateurs de leurs agressions les plus irréflechies. La sécurité collective c'est-à-dire la mise en commun par les gouvernements de leurs pouvoirs de faire la guerre armée et économique—fut réprouvée par chaque administration canadienne au cours de la période de l'entre-deux-guerres, mais elle répugnait notamment à l'administration à laquelle Mackenzie King présidait. Il se méfiait en outre de l'organisation qui aurait peut-être pu assurer la sécurité collective. Il la désigna comme «un ministère international de la guerre» et fut toujours convaincu, comme il le fit remarquer à Churchill en mai 1944, que s'il n'y avait pas eu de Société des Nations, il n'y aurait pas eu de guerre entre les nations.

Dans les circonstances, il était inévitable que le gouvernement du Canada se montrât peu enthousiaste à l'égard de la tentative de sanctions économiques contre Mussolini quand ses troupes envahirent l'Éthiopie. «Nul intérêt en Éthiopie, de quelque nature qu'il soit, ne vaut le sacrifice de la vie d'un seul citoyen canadien». Ainsi s'exprimait Ernest Lapointe dans un discours prononcé à Québec en 1935, alors que Mackenzie King, par sa présence à ses côtés, lui donnait son approbation. Quand, six semaines plus tard, le représentant du Canada à Genève proposa, de son propre chef, que l'on étende les sanctions au pétrole (produit sur lequel les troupes de Mussolini comptaient grandement) son gouvernement, indigné, désavoua ses propos. Si le gouvernement n'avait pas agi ainsi, «l'Europe entière se serait peut-être embrasée», déclara le premier ministre à la Chambre des communes au début de 1936.

A l'été 1937, Mackenzie King se rendit en Allemagne voir Hitler. La confrontation des deux hommes ne fut pas utile sous tous les rapports. Il est vrai que le premier ministre du Canada ne manqua pas de saisir l'occasion de faire ressortir à Berlin ce qu'il avait cru bon de taire à Londres, c'est-à-dire que, «dans le cas d'une guerre d'agression, rien au monde n'empêcherait le peuple canadien d'être aux côtés de la Grande-Bretagne». Néanmoins, le pouvoir hypnotiseur d'Hitler sur les visiteurs impressionnables était si grand que le premier ministre du Canada revint de l'Allemagne nazie plus que jamais convaincu de l'impossibilité d'une guerre due à son agression. «De ceci, je suis convaincu, dit-il au peuple canadien: ni le gouvernement ni les peuples d'aucun des pays que j'ai visités ne désirent la guerre, ni n'envisagent la possibilité d'une guerre entre eux si ce n'est pour admettre qu'elle ne peut qu'aboutir au suicide et à la destruction de la civilisation européenne elle-même.» Le fait que la destruction de la civilisation européenne était précisément l'objectif de l'homme avec qui il s'était entretenu si récemment à la chancellerie du Reich, était une possibilité qui, vraisemblablement, n'aurait pu traverser l'esprit du premier ministre du Canada; car, ainsi qu'on a dit de lui quelque part, «M. King ne put jamais tout à fait admettre, au cours de ses études de l'économie à Toronto et à Harvard, le fait que des animaux carnivores dominant notre civilisation.»

Le gouvernement, se fondant sur de telles hypothèses et évaluations, a donné forme à sa politique extérieure et à celle de la défense dans le contexte qui devait mener à la guerre. Dans le domaine des affaires extérieures, on adopta une politique d'apaisement, et d'encouragement à l'apaisement. (Le mot n'avait pas encore le sens odieux qu'on lui prête aujourd'hui.) Dans le domaine de la défense, on adopta une politique prudente de réarmement. On pourrait penser qu'il est remarquable que le Gouvernement ait même envisagé de procéder au réarmement en raison du climat de l'opinion canadienne, et des connaissances particulières du monde extérieur grâce auxquelles s'élabore la politique extérieure. Sans doute en fut-il ainsi. Il ne faut toutefois pas